



GRAND DEBAT NATIONAL

Réunion du 21 février 2019 – Mairie de Saint-Ouen l'Aumône

Le présent compte-rendu reprend, dans l'ordre où elles ont été prononcées et sans en changer le sens, les interventions des participants au débat du 21 février 2019 qui s'est tenu à l'Hôtel de Ville de Saint-Ouen l'Aumône.

En préambule de la réunion publique, le maire rappelle les différents éléments de communication mis à disposition par la Ville pour l'organisation du Grand Débat. Saint-Ouen l'Aumône a choisi d'organiser deux réunions publiques, une qui a lieu ce soir, l'autre le 11 mars en Mairie.

Il ajoute que la collectivité n'a pas la primauté de l'organisation des réunions et qu'elle peut mettre à disposition de ceux qui le souhaitent des salles pour débattre. De plus, un registre de doléance, qui sera transmis aux services de l'Etat, est mis à disposition dans le hall de la mairie.

Le Maire indique que le débat est enregistré afin de pouvoir rédiger un compte-rendu où figureront les différentes propositions faites par les intervenants. Ce dernier, une fois rédigé par les services, sera transmis aux services de l'Etat, mis en ligne sur le site internet de la Ville et mis à disposition à l'accueil de la mairie..

Il propose de reprendre, pour le déroulé de la séance, l'organisation et les quatre thématiques proposées, tout en laissant la possibilité à ceux qui le désirent d'introduire un autre sujet.

Il passe la parole au public.

Impôts, dépenses et actions publiques :

- Volonté que l'Etat fasse des économies budgétaires et que l'Allemagne soit prise en exemple.
- Mise en place d'une taxe sur les produits financiers afin de fiscaliser les produits dérivés listés tels que les opérations de change, les opérations d'option sur action qui créent une bulle d'actions financières qui risque d'exploser et de créer une nouvelle crise économique. Taxer ces produits permettrait des recettes importantes afin de mener de nouvelles politiques d'envergure notamment en matière d'écologie.
- Lutter contre l'évasion, la fraude et l'optimisation fiscales, notions différentes mais qui représentent un montant de plusieurs dizaines de milliards d'euros, qui ne rentrent pas dans les caisses de l'Etat. Le législateur doit mieux définir la notion d'optimisation fiscale confondue avec l'évasion fiscale. Il est nécessaire de fixer des limites claires pour éviter tout chevauchement de ces notions.
- Volonté des citoyens que l'Etat dépense mieux l'argent public. Le déficit public est abyssal par rapport à la production de richesse nationale. Il faut une meilleure fiscalité, plus claire, et que l'équilibre budgétaire, qui n'est jamais appliqué par l'Etat, le soit. Il faut une rationalisation des dépenses publiques et mieux tenir compte des transferts de revenus sociaux de toutes natures.

- Remettre la taxe d'habitation en la rendant plus juste et en l'équilibrant.
- Certains n'éprouvent pas de regret à payer des impôts puisque tout le monde a des devoirs et des droits. Si certains veulent plus contribuer à l'effort public, il faut leur en laisser la possibilité. Tout le monde doit se remettre en question et pas que l'Etat. On vit dans un beau pays, il faut en mesurer la chance.
- Sur l'optimisation fiscale, il n'est pas normal que cela soit possible en Europe. Il devrait y avoir une harmonisation fiscale au niveau européen.
- Sur les charges sociales, dès le versement du salaire, le travail est imposé à 50 %. Ensuite, le salarié doit de nouveau payer des impôts, la TVA, l'impôt sur le revenu... Il devient nécessaire d'élargir l'assiette pour que nombre de contribuables augmentent tout en leur faisant dépenser moins.
- Il existe un problème de triche vis-à-vis de l'impôt. Tout le monde doit payer mais certains fortunés ont la possibilité de ne pas le faire. La classe moyenne paie pour les plus pauvres qui ne peuvent pas payer et pour les plus riches qui ne veulent pas payer. Un patron français qui fait travailler des français doit payer ses impôts en France.
- Lutte contre le travail au noir par une augmentation des contrôles de l'Urssaf.
- Il existe un problème d'éducation, puisqu'on ne pense pas à acheter français. Il s'agit de notre propre responsabilité, il faut se remettre en cause et apprendre les bons gestes. C'est du bon sens.
- La TVA sociale doit être appliquée. Il doit y avoir une harmonisation fiscale au niveau européen car la France seule ne peut rien. Un retour à l'équilibre budgétaire est nécessaire. L'Etat doit s'appliquer une certaine rigueur budgétaire et arrêter de trop dépenser.
- Certains sont fiers de payer des impôts mais estiment que cela va trop loin. Il faut rationaliser les dépenses.
- Il faut instaurer la taxe sur les transactions financières pour augmenter les recettes publiques. Ce genre de débat est très important mais les personnes en grande précarité n'y prennent pas part. Rétablissement de l'ISF, plafonnement des salaires, question de l'accès au logement, il n'y a pas assez de logements sociaux. Il faut des logements sociaux où l'on paye en fonction de ce que l'on a.
- Redressement des finances publiques ;
- Ne pas vendre le capital à des personnes privées (infrastructures, patrimoine) car il fait la richesse et l'héritage du pays ;
- Le CICE comme l'aide pour les entreprises qui font de la recherche sont versés à des grosses entreprises qui n'en ont pas un besoin vital. Il faut le recentrer sur les petites entreprises qui en ont besoin pour embaucher et se développer.
- Les retraités sont stigmatisés alors qu'ils ont travaillé et toujours payé leurs impôts. Il n'y a aucune revalorisation des retraites alors que le coût de la vie augmente. Les retraités vont finir par être à la charge des enfants. Il faut pouvoir vivre décemment.
- L'impôt doit être juste et transparent sur son affectation pour que les gens comprennent pourquoi ils en paient.

- Un plafonnement des revenus est nécessaire dans les entreprises publiques mais dans le privé cela n'a aucun sens. C'est impossible légalement. Normalement, plus la personne gagne d'argent et plus elle doit payer d'impôts. Faisons en sorte que ces impôts restent en France.
- Les impôts doivent être mieux repartis, plus justes mais il ne faut pas que les gens pensent que tout est gratuit. Payer des impôts devrait être une fierté. Il faut expliquer aux jeunes à quoi servent les impôts. Il faut arrêter les jugements de valeur, l'escroc doit être puni mais celui qui travaille et qui s'en sort ne doit pas être méprisé.
- Au lieu de se comparer aux autres pays, il faut apprécier ce que l'on a. En France, on est soigné à moindre coût et pris en charge. Nos impôts vont dans l'éducation, les bibliothèques, la santé. Au nom de quoi, on doit dire à quelqu'un de moins gagner d'argent s'il travaille pour l'obtenir. Il faut choisir entre le socialisme et le capitalisme, on ne peut pas avoir le meilleur des deux, c'est à dire vouloir payer moins d'impôts mais vouloir plus de services publics.
- Il faut intégrer les œuvres d'arts à l'ISF en raison du prix des tableaux sur le marché.
- Sur les dépenses publiques, il y en a beaucoup mais on vit bien en France, on a de la chance. Quelles suites vont être données au Grand Débat ? Le gouvernement dit qu'il y a trop de dépenses publiques et cite les retraites, la santé, l'éducation. N'est-ce pas un moyen de commencer à insuffler l'idée que s'il y a des économies à faire c'est dans ces secteurs-là ? Les économies vont être faites dans des secteurs importants alors qu'il y a des économies à faire ailleurs.
- Il faut que les hommes politiques qui ont perdu une part de leur légitimité montrent l'exemple notamment sur le coût des institutions. Tout le monde doit faire des efforts.
- L'idée que des gens ne paient pas d'impôts est fautive, tout le monde en paie même les personnes qui sont au RSA. Le pays a besoin d'un pouvoir politique fort pour lutter contre les géants économiques (Amazon...) qui ne traitent pas bien leurs employés, d'une Europe plus forte pour imposer les grandes entreprises.
- Il existe des disparités concernant les impôts locaux suivant les communes, il faut donc les supprimer car trop injuste. Il n'y a aucune solidarité entre les collectivités. Il faut que les impôts locaux soient récoltés par l'Etat et redistribués équitablement suivant les besoins des communes par un meilleur système de péréquation.
- Le problème des personnes qui payaient l'ISF était le risque d'exil fiscal puisqu'ils estimaient trop payer d'impôts. Du coup, ils n'en paient plus du tout en France.
- Il existe un problème du coût de la vie avec le montant des salaires et le prix des logements. Le salaire minimum n'est pas minimum pour vivre. Changeons de logique, arrêtons de donner des aides, et faisons que les gens gagnent plus par eux même. Valorisons le travail au lieu de donner des aides à tout va. Le SMIC doit permettre de vivre correctement un minimum.

Organisation de l'Etat et des services publics :

Ce sujet a déjà été un peu abordé précédemment dans les points qui ont été soulevés sur le thème Impôts, dépenses et actions publiques.

- La France est un beau pays, on a de la chance mais va-t-elle le rester ? Tous les services publics basculent dans le privé : l'éducation supérieure, la santé... Risque de paupérisation des services publics, scandale des EHPAD qui deviennent privés et sont en manque de personnel ; les services publics doivent rester de qualité ; ils ne sont pas une charge mais représentent un investissement, une richesse.
- Les impôts permettent de financer les services publics qui permettent une meilleure équité dans le pays. Avec la hausse de la CSG, on ponctionne les retraités pour donner du pouvoir d'achat aux salariés en baissant les charges des entreprises. Cet argent aurait dû servir à financer les politiques relatives à la dépendance. Dans les EHPAD, les mauvais traitements sont dus à une absence de personnel.
- Les gens qui ne paient pas d'impôts ont l'impression de ne pas faire partie de la société. Il faut les réinsérer par le travail. Donner du pouvoir d'achat à des faibles revenus implique malheureusement qu'ils ne vont pas acheter des produits français ceux-ci souvent trop chers.
- Il ne faut pas aggraver le déficit car si demain la France ne peut plus emprunter cela sera une catastrophe.
- Les fonctionnaires sont à plaindre car ils ont mauvaise réputation. Heureusement qu'ils sont là. Il faut faire des économies certes mais il y a surtout un manque de modernité dans les outils.
- Logique privée dans la gestion du service public, on passe de l'humain à un système productif. C'est un problème car on perd le sens du service, le contact avec les gens, avec pour conséquence, un service public qui devient défaillant aujourd'hui.
- Les services publics doivent être modernisés et gagner en productivité.
- Les services publics doivent rester proches des citoyens en s'organisant en petites unités que cela soit dans l'éducation ou l'administration. Il faut revoir le fonctionnement du travail.
- Privatisation des services publics pour une logique de coût. Les prix, eux, n'ont pas baissés (eau, électricité, autoroutes). La concurrence n'a pas produit ses effets dans la baisse des prix.
- Manque de personnes pour travailler dans les métiers techniques. Il existe un problème au niveau de l'éducation qui pousse les jeunes vers les filières classiques plutôt que techniques qui ne doivent plus être dénigrées. Il faut mettre les enfants au contact des nouvelles technologies. Il faut former à l'informatique.
- L'école a énormément de missions : préparer aux futurs métiers, apprendre les fondamentaux, le vivre ensemble, l'apprentissage à la technologie. On ne peut pas tout demander, tout faire. Difficile de savoir ce qui va se passer dans le temps. Il n'y a pas que l'école. La famille doit aussi apporter des réponses.
- Il faut former à l'informatique, au numérique. Les mairies peuvent mettre des locaux à disposition. Il faut arrêter d'attendre. Les gens ont du mal à appréhender les outils. Il faut augmenter la maîtrise de l'informatique. Ce type de pédagogie peut être confié à l'école républicaine ou à des associations. Au cours de cet échange, le Maire indique que la Ville a largement investi dans l'outil numérique pour les écoles afin que les enfants soient familiarisés à ce dernier. La commune a mis en place des classes mobiles avec des tablettes et des ordinateurs qui se déplacent de classe en classe. Pour les seniors, l'Office Local d'Animation propose des cours d'informatique. Le CCAS met à disposition un agent pour aider les usagers à remplir leur démarche administrative. Il s'agit de choix communaux.

- Le problème dans l'orientation des élèves, est l'effet de mode de certaines filières pas forcément utiles à un moment précis pour la société.
- Les parents doivent s'investir, il existe des cours de programmation pour les élèves au collège.
- L'école ne doit pas trop spécialiser les enfants, elle doit contribuer à ouvrir les esprits.
- Attention à la culture de l'indicateur, il faut en sortir dans les services publics.
- Attention à la perte de connaissance, de savoir-faire. On ne peut alimenter l'outil numérique sans connaissance d'un métier de base

Transition écologique :

- Inquiétude pour les générations futures, le sujet n'avance pas, les réunions internationales se suivent sans changement (COP24). La taxe sur les carburants n'était pas gênante en soit mais il fallait être sûr qu'elle soit utilisée pour l'écologie. Il faut malgré tout conserver l'indépendance énergétique de la France mais il faut agir. Si on se donne les moyens, la transition énergétique peut créer énormément d'emplois et aider à sauver la planète. La surconsommation de notre société est un grave problème. On doit se contenter de ce que l'on a besoin pas de ce que l'on souhaite.
- Pour éviter de polluer, il faut réduire les déplacements automobiles sur les routes et donc revoir les politiques publiques d'aménagement du territoire. Pourquoi les sièges d'entreprises sont-ils tous dans les métropoles ? Il faut les répartir sur tout le territoire.
- Il faut développer le télétravail, cela permet de réduire les déplacements. Il faut un changement culturel des managers qui sont contre. Il faut favoriser les espaces de coworking, encourager le covoiturage.
- Il faut pousser les gens à faire du tri.
- Le fait de ne pas interdire le glyphosate est une erreur. Pourquoi est-ce que certains produits nocifs ne sont pas interdits ? A quoi est due l'impuissance du pouvoir politique ?
- Il faut bouger pour trouver un travail dans les grandes villes. Le problème de la France c'est de ne traiter que les problèmes en surface et non en profondeur. Le Grand Débat permet de discuter mais après...
- L'agriculture peut nourrir 12 milliards d'individus. Il y a un souci de production et de répartition, le télétravail n'est pas une solution écologique puisque les technologies sont néfastes pour l'environnement. Pour le glyphosate, l'Etat n'en a rien à faire, et estime que c'est de la responsabilité des entreprises et des citoyens.
- L'Etat a un rôle à jouer mais c'est au citoyen d'agir en tant que consommateur. L'Etat doit nous aider à faire notre choix notamment en favorisant une traçabilité complète sur les produits de consommation. On impose des normes aux agriculteurs mais on ne contrôle pas les produits venant de l'étranger.
- Concernant le glyphosate, il n'existe malheureusement pas de produits pouvant le remplacer sur les grandes exploitations. Ce constat, couplé à une demande importante de productivité, est un vrai problème. L'INRA estime que beaucoup d'exploitations peuvent se passer de ce produit cependant cela nécessite de la main d'œuvre et les filières agricoles ne sont pas attractives. Il faut un changement structurel qui coutera de l'argent.

- L'Etat doit mieux aider les agriculteurs pour favoriser l'émergence d'une agriculture plus humaine. Il ne prend pas assez le parti de l'écologie dans ses arbitrages et dans la sensibilisation des citoyens.
- En privilégiant les petites productions, l'Etat devrait éduquer les citoyens pour les inciter à changer leur mode de vie et de consommation.
- Les gens sont-ils vraiment prêts à payer plus ? La problématique de la taxe carbone tend à démontrer le contraire.
- Les hommes politiques doivent montrer l'exemple en prenant les transports en commun. Il faut taxer les avions, le kérosène, organiser le ferroutage... Les plus pollués doivent payer eux aussi.
- Le consommateur a un pouvoir à travers ses achats, consommer c'est voter, l'individu est le premier « consommateur ». Il faut conserver l'indépendance énergétique du pays sur un marché mondial qui ne nous veut pas du bien.
- Que fait-on au niveau local pour conserver notre indépendance ? D'où vient notre nourriture ? il faut revoir nos modes d'approvisionnement.
- Nécessité de diviser notre consommation d'énergie par six en raison de l'augmentation de la démographie mondiale.
- Il est plus facile de taxer l'automobiliste lambda plutôt qu'un gros groupe.
- Risque écologique avec la consommation d'énergie fossile si le reste du monde consomme comme les occidentaux à terme (indiens ; africains...). Il faut lutter contre la malbouffe. Le problème c'est que l'Union européenne ne peut édicter des normes trop contraignantes sur l'écologie alors que l'on sait que tous les autres continents vont consommer énormément.
- Il faut arrêter d'attendre des autres ce que l'on ne fait pas nous même. Soyons moteurs sur le sujet. Chacun peut faire à sa petite mesure ce qu'il peut. L'écologie c'est être solidaire.
- La taxe carbone est bonne chose si on aide ceux qui ne peuvent pas faire autrement que de prendre la voiture ou ont de faibles moyens.
- L'Etat a une responsabilité dans la transition écologique et solidaire. Il doit mettre en œuvre une politique d'isolation massive des logements mais ne met en œuvre qu'une faible action dans le transport avec la suppression de lignes de train. Fermeture honteuse des gares dans les petites villes où il n'y a plus d'emplois, plus de services.
- Il n'est pas normal que le niveau de subventions de l'Etat sur le renouvelable soit faible.
- La plus grande partie de la pollution mondiale ne vient pas des transports mais du chauffage. Il faut mieux construire, mieux chauffer. L'Etat doit jouer un rôle sur ce sujet.
- Les collectivités locales ont un rôle à jouer en favorisant les transports en commun et en facturant les automobilistes suivant les heures (péages urbains ?). Il faut faire changer les comportements.
- La commune de Saint-Ouen l'Aumône participe-t-elle au développement des circuits courts ? Le Maire dit qu'à sa connaissance, la mairie ne fait pas de publicité pour les commerces bio sur la ville ou dans la région. En effet, il est compliqué de distinguer le vrai du faux et ce n'est

pas le rôle de la commune. Internet ou les associations sont plus à même de le faire et de manière plus efficace.

- L'Etat doit donner des orientations claires, fixer des objectifs et des délais pour obliger les filières concernées à travailler sur le sujet.
- Il faut développer le vélo et la sécurité des pistes cyclables pour inciter les gens à recourir à ce mode de déplacement. Le Maire indique que la Communauté d'agglomération porte un plan de déplacement à vélo sur plusieurs années pour aller dans ce sens.
- Il faut taxer le carburant mais ne pas fermer de petites lignes de train. L'Etat doit nous aider à prendre les bonnes décisions.

Le Maire demande à l'assemblée si elle veut continuer le débat sur le thème de la Démocratie et la Citoyenneté ou bien le garder pour la prochaine séance de débat. Il est décidé par l'assemblée de débattre de ce thème lors de la séance suivante.

Sur la suggestion du Maire, le sénateur Alain RICHARD apporte quelques précisions aux échanges sur la transition écologique. Il indique ainsi que la critique et le droit à la formuler sont de bonnes choses mais qu'il ne faut pas inverser la réalité. Chacun peut aller sur internet pour voir la réponse détaillée qui a été faite par le gouvernement à l'action des associations concernant « l'affaire du siècle ».

Cette réponse ne consiste pas à dire que l'Etat ne s'en occupe pas mais énumère tous les programmes qui sont en cours, toutes les dépenses qui sont faites. Par exemple, le soutien au ferroviaire coûte 15 milliards d'euros par an, le soutien aux énergies renouvelables coûte 10 milliards d'euros par an, il y a des programmes de rénovation thermique de logements anciens qui n'aboutissent pas assez car notre énergie n'est pas assez chère.

Quand on fait le calcul du coût de la rénovation thermique d'un logement ancien pour qu'il consomme moins et le gain sur les factures énergétiques, il faut une trentaine d'années pour que l'opération s'équilibre. Sur les dépenses publiques, il indique que beaucoup de demandes qui ressortent des grands débats ne peuvent se traduire que par une augmentation de ces dernières. Cela implique des choix. Il n'est pas juste de dire que ceux qui gouvernent, peu importe leur couleur politique, ne font rien. Il est sûr qu'une des suites au grand débat sera une augmentation des informations transmises aux citoyens pour que les gens comprennent que leur argent est utilisé de manière légitime.

Enfin, il confirme que les agriculteurs ont actuellement besoin du glyphosate pour conserver un niveau de rendement suffisant pour nourrir la population et vivre décemment. Un constat d'étape sera réalisé dans les 3 ans et une baisse d'utilisation est prévue, cependant il est impossible aujourd'hui de le supprimer. Ne pas l'interdire permet de ne pas mentir aux citoyens vu qu'on ne sait pas s'en passer.

Prochain débat : le 11 mars à 20h30 à l'Hôtel de Ville.